

NUMÉRISATION ET ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LES PROCESSUS ÉLECTORAUX AU SEIN DE LA RÉGION DE LA CDAA

26e Conférence générale annuelle du Forum des commissions
électorales des pays de la CDAA



NUMÉRISATION ET ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LES PROCESSUS ÉLECTORAUX AU SEIN DE LA RÉGION DE LA CDAA

26e Conférence générale annuelle du Forum des commissions
électorales des pays de la CDAA

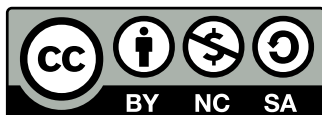
Document d'orientation no 35, 2025



IDEA International
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
SUÈDE
+46 8 698 37 00
info@idea.int
www.idea.int

© 2025 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

Les publications d'IDEA International sont indépendantes de tout intérêt national ou politique particulier. Les points de vue exprimés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA International, de son conseil d'administration ou des membres du conseil.



À l'exception des images et photos de tiers, la version électronique de la présente publication est disponible sous Creative Commons Licence (CCL) – Creative Commons Attribution – NonCommercial – ShareAlike 4.0 Licence. Vous pouvez librement partager cette publication ou en faire des travaux dérivés uniquement à des fins non commerciales, et à condition d'en avoir correctement nommé les sources et de les diffuser sous une licence identique à celle-ci. Pour de plus amples informations sur cette licence, veuillez consulter : <<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0>>.

IDEA International
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
SUÈDE
Téléphone: +46 8 698 37 00
Courriel: info@idea.int
Site Internet: <<https://www.idea.int>>

Illustration de la couverture:
Graphisme: IDEA International
Révision:

DOI: <<https://doi.org/10.31752/idea.2025.88>>

ISBN: 978-91-8137-056-0 (édition PDF)

Remerciements

Le Forum des commissions électorales des pays de la CDAA (ECF-SADC) salue vivement les contributions de tous les participants et partenaires impliqués dans le séminaire qui s'est tenu le 11 décembre 2024 aux Seychelles dans le cadre de la 26e Conférence générale annuelle (CGA). Nous tenons tout particulièrement à remercier :

- le groupe d'experts électoraux régionaux et internationaux de renom qui ont partagé leurs précieuses connaissances et leur expertise ;
- les spécialistes des élections, les décideurs politiques et les parties prenantes de toute la région de la CDAA qui ont activement participé aux discussions ;
- les directeurs d'organe de gestion des élections, les responsables d'élections et le personnel de soutien qui ont fait part de leurs connaissances et de leur expérience ;
- nos partenaires régionaux et internationaux pour leur soutien et leur collaboration sans failles ;
- l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA) pour son soutien dans le cadre du Projet de renforcement des capacités panafricaines d'observation et d'assistance électorales (SPEC), financé par l'Union européenne ; et
- la Commission électorale des Seychelles pour avoir organisé cet événement important.

Nous remercions tout particulièrement le président Wavel Ramkalawan des Seychelles pour avoir inauguré la conférence et souligné le rôle essentiel des organes de gestion des élections dans le maintien de l'intégrité démocratique au sein de la région de la CDAA.

Ce document d'orientation témoigne de l'effort collectif et de l'engagement commun en faveur de la promotion de la numérisation et de l'engagement des jeunes dans les processus électoraux dans toute la région de la CDAA. Les observations et recommandations présentées ici reflètent l'esprit de collaboration et l'expertise de toutes les personnes impliquées dans cet événement marquant.

Abréviations

IA	Intelligence artificielle
CIREN	Réseau pour la résilience cybernétique et informatique lors des élections [Cyber and Information Resilience Elections Network]
ECF-SADC	Forum des commissions électorales des pays de la CDAA
OGE	Organe de gestion des élections
ONG	Organisation non gouvernementale
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
SNYA	Assemblée nationale de la jeunesse des Seychelles
SNYC	Conseil national de la jeunesse des Seychelles
OSC	Organisation de la société civile

RÉSUMÉ

Le présent document d'orientation synthétise les réflexions d'un groupe d'experts électoraux régionaux et internationaux de renom qui ont fait des présentations lors du séminaire organisé le 11 décembre 2024 aux Seychelles. Ce séminaire, un volet essentiel de la 26e Conférence générale annuelle (CGA) organisée par le Forum des commissions électorales des pays de la CDAA (ECF-SADC), s'est concentré sur 2 thématiques fondamentales : la numérisation et l'engagement des jeunes dans les processus électoraux au sein de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA).

À cette occasion ont été réunis :

- des spécialistes des élections ;
- des décideurs politiques ;
- des parties prenantes de toute la région de la CDAA ;
- des directeurs d'organe de gestion des élections et des responsables d'élections ;
- des membres du personnel de soutien ; et
- des partenaires régionaux et internationaux.

Le séminaire a été soutenu par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA) dans le cadre du Projet de renforcement des capacités panafricaines d'observation et d'assistance électorales (SPEC) financé par l'Union européenne.

PRÉSENTATION DU DOCUMENT D'ORIENTATION

De nature exhaustive, ce document d'orientation :

- synthétise les contributions du groupe d'experts qui ont présenté leurs travaux lors du séminaire ;
- fournit des recommandations politiques ciblées ; et
- propose des points d'action précis pour les différentes parties prenantes aux élections.

L'accent mis sur la numérisation reflète l'importance croissante de la technologie dans les processus électoraux contemporains. Le document d'orientation examine comment les outils et les plateformes numériques transforment divers aspects des élections, de l'inscription sur les listes électorales et la diffusion d'informations au comptage des scrutins et la transmission des résultats. Le document traite des possibilités offertes par la numérisation ainsi que des difficultés associées, notamment l'amélioration de l'efficacité et de la transparence, ainsi que les préoccupations concernant la cybersécurité et la fracture numérique.

Il est tout aussi fondamental de mettre l'accent sur l'engagement des jeunes, en reconnaissant l'importance démographique des jeunes électeurs dans la région de la CDAA. Le document présente des stratégies visant à accroître la participation des jeunes aux processus électoraux, non seulement en tant qu'électeurs, mais aussi en tant que candidats, agents des bureaux de vote et éducateurs civiques. Cet angle d'analyse souligne la nécessité de tirer parti de l'énergie et des perspectives des jeunes pour renforcer les processus démocratiques et garantir la viabilité à long terme des systèmes électoraux.

QUESTIONS CLÉS ÉMERGENTES

Sur la base des conclusions tirées des questions thématiques clés abordées, ce document souligne la nécessité impérieuse de prendre en compte la numérisation et l'engagement des jeunes dans les processus électoraux en Afrique australe. Les discussions et les conclusions du document d'orientation ont mis en évidence plusieurs points clés qui ont inspiré les principales recommandations politiques présentées ici :

1. La transformation numérique des processus électoraux présente à la fois des possibilités et des difficultés importantes pour les organes de gestion des élections, nécessitant une approche équilibrée et stratégique de la mise en œuvre.
2. L'engagement des jeunes dans les processus électoraux évolue, avec une transition vers des formes non traditionnelles de participation politique qui exigent des stratégies innovantes de la part des organes de gestion des élections et d'autres parties prenantes.

3. La cybersécurité est devenue une préoccupation majeure, nécessitant des mesures robustes et une coopération régionale pour protéger l'intégrité des élections.
4. Les répercussions sexospécifiques de l'intelligence artificielle (IA) sur les femmes en politique requièrent une prise de conscience immédiate et des interventions ciblées afin de garantir une participation équitable.
5. Il est urgent de mettre en place des programmes complets d'éducation civique et d'alphabétisation numérique afin de responsabiliser les jeunes et de renforcer leur participation aux processus démocratiques.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

1. Numérisation dans les élections

Les organes de gestion des élections doivent élaborer des stratégies d'IA globales afin de tirer parti des avantages tout en atténuant les risques. Cela implique la mise en œuvre de mesures cybersécuritaires robustes pour protéger l'intégrité des élections. En outre, il est nécessaire de lutter contre la violence de genre facilitée par l'IA en politique, ainsi que d'améliorer la transparence et la responsabilité dans les processus électoraux pilotés par l'IA.

2. Engagement des jeunes

La définition du « jeune » dans le contexte africain doit être repensée, en mettant l'accent sur les capacités et les compétences plutôt que sur l'âge seul. Pour renforcer la participation des jeunes, des programmes d'alphabétisation numérique devraient être mis en œuvre et les plateformes destinées à favoriser la participation des électeurs devraient être améliorées. Une sensibilisation ciblée des jeunes marginalisés et des méthodes créatives pour l'éducation des électeurs sont essentielles. En outre, l'organisation de forums annuels et la collaboration avec les écoles et les organisations non gouvernementales (ONG) pour mettre en œuvre des initiatives d'éducation civique peuvent contribuer à maintenir l'engagement des jeunes dans le processus électoral.

3. Cybersécurité

Pour relever les défis cybersécuritaires, un réseau régional similaire au CIREN (Réseau pour la résilience cybernétique et informatique lors des élections) devrait être mis en place. Ce réseau favoriserait la collaboration entre les organes de gestion des élections, les entreprises technologiques et les partenaires de la société civile. Il est également essentiel d'élaborer des approches normalisées pour faire face aux menaces cybersécuritaires afin de garantir une réponse unifiée dans toute la région.

4. Genre et intelligence artificielle

Des politiques de tolérance zéro envers les discours de haine et les abus

sur les plateformes législatives et électorales devraient être mises en œuvre. Des codes de conduite condamnant les abus liés au genre commis par des fonctionnaires et des candidats aux élections devraient être adoptés. Les entreprises technologiques devraient être encouragées à recruter des équipes diversifiées pour programmer des systèmes d'IA qui reflètent mieux les opinions de la société, garantissant ainsi une approche plus inclusive du développement de l'IA dans le contexte électoral.

5. Coopération régionale

Il est essentiel de promouvoir une harmonisation progressive de la législation électorale et des meilleures pratiques dans toute la région de la CDAA, au titre desquelles le partage d'expériences et de bonnes pratiques relatives à la gestion des élections, notamment en ce qui concerne les réponses apportées aux défis numériques. En encourageant la coopération régionale, les pays peuvent apprendre les uns des autres et élaborer des systèmes électoraux plus robustes, mieux équipés pour faire face à la complexité des élections modernes.

Le présent document se distingue par son orientation pratique, fournissant des recommandations spécifiques et concrètes, adaptées aux différentes entités de l'écosystème électoral. Cette approche garantit que les idées peuvent être mises en œuvre efficacement à différents niveaux de la gestion et de la supervision des élections. Le document approfondit la réflexion en définissant des mesures concrètes adaptées aux différentes parties prenantes, notamment les organes de gestion des élections, les gouvernements nationaux, les partis politiques, les organisations de la société civile, les organes de presse et les partenaires internationaux et régionaux. En clarifiant les rôles et les responsabilités, le document d'orientation sert de feuille de route pour les efforts coordonnés visant à améliorer les processus électoraux, ce qui en fait une ressource précieuse pour tous ceux qui sont impliqués dans le paysage électoral.

INTRODUCTION

Tandis que la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) traverse une période de progrès technologiques et d'évolution démographique sans précédent, l'aspect intersectionnel de la numérisation et de l'engagement de la jeunesse dans les processus électoraux a pris une importance capitale. Ce document d'orientation synthétise les réflexions d'un groupe d'experts électoraux régionaux et internationaux de renom qui ont fait des présentations lors d'un séminaire organisé le 11 décembre 2024 aux Seychelles, un volet essentiel de la 26e Conférence générale annuelle (CGA) organisée par le Forum des commissions électorales des pays de la CDAA (ECF-SADC). Ce séminaire a réuni des spécialistes des élections, des décideurs politiques, des parties prenantes de toute la région de la CDAA, des directeurs d'organes de gestion des élections (OGE) et des responsables d'élections, du personnel de soutien et des partenaires régionaux et internationaux, avec le soutien d'International IDEA dans le cadre du Projet de renforcement des capacités panafricaines d'observation et d'assistance électorales (SPEC) financé par l'UE (International IDEA n.d).

Ce document d'orientation sert de feuille de route pour renforcer les processus électoraux dans la région de la CDAA, en tenant compte du fait que les jeunes ne sont pas seulement des destinataires passifs de la politique, mais également des agents actifs du changement. Comme le souligne à juste titre le manuel du Programme des Nations Unies pour le développement destiné aux OGE sur la participation de la jeunesse, les jeunes définissent les priorités pour l'avenir qu'ils souhaitent, en mettant particulièrement l'accent sur l'éducation, l'emploi et des gouvernements honnêtes et réactifs (Beeckmans et Matzinger 2017). Les jeunes exigent de plus en plus une participation plus significative aux processus décisionnels afin d'avoir la possibilité de participer à la construction de leur avenir. Cependant, malgré leur potentiel, la participation et la représentation de la jeunesse dans les espaces politiques et électoraux restent limitées dans toute la région de la CDAA. Le présent document d'orientation estime que les OGE ont un rôle important à jouer dans le renforcement de la participation politique des jeunes afin de garantir que ces

Ce document d'orientation sert de feuille de route pour renforcer les processus électoraux dans la région de la CDAA, en tenant compte du fait que les jeunes ne sont pas seulement des destinataires passifs de la politique, mais également des agents actifs du changement.

derniers soient correctement représentés dans les institutions, les processus et la prise de décisions politiques, en particulier dans les élections.

Ce document d'orientation explore les stratégies, les bonnes pratiques et les points d'entrée permettant aux OGE de favoriser la participation des jeunes tout au long du cycle électoral et de garantir que leur potentiel en tant que moteurs du changement soit pleinement exploité. Il sonde le potentiel transformateur de la numérisation dans le cadre des élections, tout en restant conscient des défis inhérents à la numérisation, notamment les menaces cybersécuritaires, la fracture numérique et la propagation de la désinformation. Il aborde par ailleurs la question cruciale de l'équité de genre dans la sphère numérique, en particulier dans le contexte des technologies pilotées par l'intelligence artificielle (IA).

En définitive, ce document d'orientation vise à fournir des recommandations concrètes aux OGE, gouvernements, organisations de la société civile et autres parties prenantes afin de créer des processus électoraux plus inclusifs, transparents et sécurisés qui émancipent les jeunes et renforcent les fondements de la démocratie en Afrique australe.

En définitive, ce document d'orientation vise à fournir des recommandations concrètes aux OGE, gouvernements, organisations de la société civile et autres parties prenantes afin de créer des processus électoraux plus inclusifs, transparents et sécurisés qui émancipent les jeunes et renforcent les fondements de la démocratie en Afrique australe. En stimulant l'innovation, en favorisant la collaboration et en donnant la priorité aux voix des jeunes, la région de la CDAA peut exploiter le pouvoir de la numérisation pour construire un avenir plus radieux et plus démocratique pour tous.

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

1. *Numérisation dans les élections.* Explorer les possibilités et les défis liés à l'utilisation des outils numériques pour l'inscription sur les listes électorales, la diffusion d'informations, le comptage des scrutins et la transmission des résultats.
1. *Engagement des jeunes.* Déterminer des stratégies pour accroître la participation des jeunes en tant qu'électeurs, candidats, agents des bureaux de vote et éducateurs civiques.
1. *Cybersécurité.* Lutter contre les menaces croissantes qui pèsent sur l'intégrité électorale à l'ère numérique et promouvoir la coopération régionale afin d'atténuer les risques.
1. *Équité de genre.* Étudier les répercussions sexospécifiques de l'IA sur les femmes dans le domaine de la politique et préconiser des politiques visant à promouvoir une participation équitable.

Ce document d'orientation fournit des recommandations politiques ciblées et des mesures spécifiques à prendre pour les différentes parties prenantes aux

élections. Il est destiné à servir de guide pratique pour favoriser des processus électoraux plus inclusifs, plus sûrs et plus avancés sur le plan technologique dans la région de la CDAA, afin de renforcer à terme les fondements de la démocratie en Afrique australe.

Chapitre 1

NUMÉRISATION ET ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LES PROCESSUS ÉLECTORAUX AU SEIN DE LA RÉGION DE LA CDAA

L'Afrique australe est devenue un foyer d'engagement politique de la jeunesse issue de pays tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et la Zambie qui ont enregistré une augmentation particulièrement notable de la participation des jeunes aux processus électoraux.

1.1. TENDANCES ÉMERGENTES DANS LA PARTICIPATION DES JEUNES EN AFRIQUE AUSTRALE

L'Afrique australe est devenue un foyer d'engagement politique de la jeunesse issue de pays tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et la Zambie qui ont enregistré une augmentation particulièrement notable de la participation des jeunes aux processus électoraux. Cette transformation est motivée par une utilisation innovante de la technologie et un désir croissant d'implication politique. Les jeunes utilisent les médias sociaux pour s'organiser autour de questions politiques fondamentales, comme en témoignent les mouvements tels que « Fees Must Fall » en Afrique du Sud (Bosch 2017) et « This Flag » au Zimbabwe (Mawarire 2025).

Cette vague d'activisme chez les jeunes se traduit par une représentation politique tangible, comme on le voit en Afrique du Sud. Dans toute la région, les jeunes candidats ne se contentent pas de contester les élections, ils remportent également des victoires, apportant des perspectives nouvelles et un leadership réactif au paysage politique. Au-delà de la politique électorale, les jeunes s'organisent pour demander des comptes aux dirigeants et défendre diverses causes sociales. La Coalition pour la justice sociale en Afrique australe, le Mouvement des toilettes à Cape Town (Robins 2014) et les mouvements activistes en Zambie, qui réclament une représentation et une obligation de rendre des comptes, sont des exemples parfaits de cette tendance. De plus, le mouvement pour la justice climatique, principalement dirigé par des jeunes, est devenu une force importante dans la région.

À la lumière de ces développements, les commissions électorales doivent adapter leur approche afin de mieux interagir avec la population jeune. Elles doivent impliquer activement les jeunes dans le processus électoral, en reconnaissant leur potentiel non seulement en tant qu'électeurs, mais aussi en tant qu'agents électoraux de qualité. Tirer parti des jeunes en tant que

partenaires est une autre stratégie essentielle, comme le démontre le succès des campagnes menées par les jeunes sur les réseaux sociaux pour mobiliser leurs pairs dans des pays comme le Botswana et la Zambie (Union africaine 2020). Pour garantir une participation durable et significative des jeunes, les commissions électorales devraient donner la priorité à l'élaboration de stratégies globales d'engagement de la jeunesse, cocrées et co-mises en œuvre avec les jeunes eux-mêmes.

Cette approche multidimensionnelle de l'engagement civique, combinant l'activisme numérique, la participation politique et l'organisation locale, démontre la détermination des jeunes à façonner l'avenir de l'Afrique australe. À mesure que ces tendances évoluent, elles promettent de redéfinir le paysage politique et social de la région, garantissant ainsi que les jeunes jouent un rôle fondamental dans les processus décisionnels. Le défi consiste désormais pour les institutions et les dirigeants politiques à s'adapter et à créer des espaces significatifs pour cette jeune population énergique et soucieuse de politique, en tenant compte de son potentiel à façonner de manière significative l'avenir de la démocratie en Afrique australe.



Intervenant : Mpaiphele Maqutu, directeur des élections à la Commission électorale indépendante, Lesotho.

1.2. L'AVENIR DE LA NUMÉRISATION ET DES PROCESSUS ÉLECTORAUX : GÉRER LES CHANGEMENTS RAPIDES ET LES DÉFIS ÉMERGENTS

À une époque marquée par des progrès technologiques sans précédent et des mutations géopolitiques, le paysage des processus électoraux subit une profonde transformation. Si l'on se projette dans l'avenir, il est essentiel d'anticiper et de se préparer aux changements rapides induits à la fois par la technologie et la politique mondiale. Par ailleurs, l'interaction entre la surveillance numérique, la censure et la violence étatique remodèle l'environnement électoral, donnant lieu à des scénarios distincts qui remettent en cause l'intégrité et l'équité des processus électoraux. Ces scénarios vont d'un « Internet ouvert » avec des menaces subtiles dues à une surveillance omniprésente, à un scénario « d'accès restreint » avec une censure ciblée, et enfin, à un scénario de « blocage total » impliquant un arrêt complet de l'Internet. À mesure que ces paysages numériques évoluent, ils présentent des défis complexes pour le maintien de l'intégrité démocratique (Watson et Habte 2024).

Cette transformation numérique s'étend à l'essor de la commercialisation des données en tant que composantes essentielles de l'infrastructure politique. L'Afrique, en particulier, est à la pointe de la mise en œuvre des technologies de contrôle approfondi des paquets et des systèmes d'identification numérique qui, tout en offrant des avantages potentiels, présentent également des risques importants pour la vie privée et l'intégrité électorale (Musoni 2024). L'interconnexion des marchés mondiaux a engendré un nouveau paradigme de vulnérabilité, augmentant le potentiel d'influences transfrontalières sur les processus électoraux.

Le paysage des médias sociaux connaît également des changements importants, marqués par une fragmentation croissante et une transition vers des plateformes chiffrées. L'IA joue un rôle central dans cette évolution, étant déployée à diverses fins, allant de l'amélioration de l'engagement des utilisateurs à des applications plus controversées telles que la diffusion de propagande. Les grandes entreprises technologiques se détournent des politiques ouvertes et des engagements démocratiques, ce qui pourrait modifier la dynamique des futures élections et la participation démocratique.

À l'heure où le monde se tourne vers l'avenir, il est essentiel de faire la distinction entre le battage médiatique autour de l'IA et ses capacités et implications réelles pour les processus électoraux.

Ces évolutions rapides du paysage démocratique et des droits de l'homme se produisent à un rythme qui remet en question les mécanismes traditionnels de réglementation et d'adaptation. À l'heure où le monde se tourne vers l'avenir, il est essentiel de faire la distinction entre le battage médiatique autour de l'IA et ses capacités et implications réelles pour les processus électoraux.

En réponse à ces défis, des initiatives telles que le CIREN (Réseau pour la résilience cybernétique et informatique lors des élections) voient le jour. Lancé par la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), le CIREN rassemble les principales parties prenantes afin de lutter contre la sophistication croissante des cyberattaques et des campagnes de

désinformation visant les processus électoraux (Musoni 2024). Il sert de plateforme essentielle pour la collaboration et le partage des connaissances, en organisant des événements qui réunissent les OGE régionaux et les géants technologiques tels que Google, Microsoft et Amazon.

Pendant que le monde explore l'avenir de la numérisation dans les processus électoraux, il est impératif de rester vigilant et réactif. Le rythme rapide des changements technologiques, associé à l'évolution de la dynamique géopolitique, nécessite une approche globale et avant-gardiste pour garantir l'intégrité, la transparence et l'équité des élections dans le monde entier. Grâce à une coopération mondiale continue, le monde peut œuvrer à la sauvegarde des processus démocratiques dans cette ère de plus en plus numérique.

Chapitre 2

NUMÉRISATION ET ÉLECTIONS EN AFRIQUE AUSTRALE

2.1. LES COMMUNICATIONS STRATÉGIQUES DES OGE DANS LE CONTEXTE DES MÉDIAS NUMÉRIQUES

Dans un paysage numérique en rapide évolution, les OGE sont confrontés à un ensemble complexe de possibilités et de défis présentés par les technologies de l'IA. Alors qu'ils explorent ce nouveau terrain, les OGE doivent réfléchir attentivement à la manière d'exploiter le potentiel de l'IA tout en préservant l'intégrité électorale dans le domaine des médias numériques et des communications stratégiques.

Les OGE doivent trouver un équilibre délicat entre la lutte contre les vulnérabilités cybersécuritaires introduites par la numérisation et l'IA, et l'exploitation de ces mêmes technologies pour renforcer la sécurité des élections.

Au premier plan de ces considérations se trouve le paradoxe de la sécurité de l'IA. Les OGE doivent trouver un équilibre délicat entre la lutte contre les vulnérabilités cybersécuritaires introduites par la numérisation et l'IA, et l'exploitation de ces mêmes technologies pour renforcer la sécurité des élections. La mise en œuvre de systèmes de sécurité robustes et multicouches et l'utilisation de l'IA pour l'évaluation et la surveillance des menaces sont essentielles dans cette entreprise (Musoni 2024).

La personnalisation par l'intermédiaire de l'IA représente un autre défi majeur. Si l'IA permet de personnaliser l'éducation des électeurs et les campagnes politiques, les OGE doivent donner la priorité à l'agentivité des électeurs et définir des directives claires. Cela comprend la mise en œuvre de règles visant à garantir la transparence du ciblage et la fixation de limites aux capacités de microciblage afin de maintenir l'équité et la transparence tout au long du processus électoral. L'IA offre également un potentiel important en matière d'optimisation de l'efficacité des OGE. En analysant les statistiques, en résumant les documents et en facilitant les traductions, l'IA peut rationaliser les opérations et améliorer les processus décisionnels. Toutefois, afin d'atténuer les risques associés, les OGE devraient exiger des fournisseurs qu'ils réalisent des audits algorithmiques et qu'ils démontrent l'utilisation diversifiée de données et le respect du droit d'auteur (Harmon 2024).

Dans le domaine de la communication, les OGE doivent aborder les solutions basées sur l'IA avec prudence. Limiter les réponses générées par l'IA à des réponses figées de type FAQ et orienter les questions complexes vers des opérateurs humains peut garantir une diffusion précise de l'information tout en conservant le contact humain essentiel dans les interactions avec les électeurs.

L'un des défis les plus urgents est peut-être la prolifération des fausses informations générées par l'IA. Pour lutter contre ce phénomène, les OGE devraient élaborer des stratégies globales, notamment des codes de conduite pour les partis politiques, l'utilisation de l'IA pour détecter et signaler les contenus falsifiés, la surveillance des fausses informations générées par l'IA et la collaboration avec les plateformes de médias sociaux afin de respecter les engagements pris en matière de lutte contre la désinformation.

Pour relever efficacement ces défis liés à l'IA, les OGE devraient adopter une approche stratégique et globale. Cela comprend la réalisation d'évaluations approfondies des risques en matière de droits humains et la hiérarchisation des stratégies d'utilisation de l'IA et de réponse apportée. Il est essentiel de mettre en place des systèmes robustes pour surveiller, signaler et répondre



À partir de la gauche : Antony Banbury, IFES ; Sy Mamabolo, Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud ; Maureen Sibanda, ONU Femmes ; et Guy Berger, consultant indépendant et spécialiste en politique des médias et du numérique.

aux problèmes liés à l'IA, tout en continuant à mettre l'accent sur la qualité et la représentativité des données.

Par ailleurs, les OGE devraient privilégier la transparence dans leurs activités liées à l'IA, nouer des partenariats stratégiques avec des entreprises technologiques et des vérificateurs de faits, et sensibiliser le personnel, les candidats aux élections, les forces de l'ordre et le grand public à l'IA. Ce type d'approche holistique de la part des OGE peut aider à gérer les défis liés à l'IA de manière proactive tout en optimisant ses avantages potentiels, garantissant ainsi que l'IA apporte une contribution positive aux processus démocratiques plutôt que de les compromettre (Musoni 2024).

2.2. SOUTENIR LES OGE AFRICAINS DANS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS CYBERSÉCURITAIRES

Le paysage de la gestion des élections évolue rapidement, les progrès technologiques apportant tant des possibilités que des défis aux OGE de toute la région de la CDAA. Si tous les pays membres de la CDAA disposent désormais d'OGE opérationnels, reflétant une professionnalisation croissante de l'administration des élections, ils sont confrontés à des défis mondiaux tels que l'érosion de la confiance, les menaces cybersécuritaires, les campagnes de désinformation et le désengagement des jeunes.

L'intégrité de l'information et la cybersécurité sont apparues comme des défis majeurs pour les OGE du monde entier.

L'intégrité de l'information et la cybersécurité sont apparues comme des défis majeurs pour les OGE du monde entier. Un incident récent en Roumanie, où le premier tour des élections présidentielles a été annulé en raison d'une opération d'influence étrangère massive impliquant plus de 25 000 comptes TikTok inactifs, souligne la gravité de ces problèmes (Muno 2024). La nature à double tranchant de la technologie dans la gestion des élections est évidente, offrant de nombreux avantages tout en introduisant de nouveaux risques (Global Witness 2024). Avec un coût de la cybercriminalité estimé à plus de 8 billions de dollars américains en 2024, l'ampleur des menaces cyber est considérable (Softtext 2024).

L'Afrique n'est pas à l'abri de ces menaces, comme en témoigne l'opération Serengeti, qui a abouti à l'arrestation de plus de 1 000 personnes dans 19 pays africains, dont plusieurs nations de la CDAA, pour des activités cybercriminelles (Africanews 2024). Les OGE sont confrontés à un ensemble complexe de défis pour faire face aux menaces cybersécuritaires, compte tenu de leur notoriété qui en fait des cibles attrayantes, de l'évolution rapide du paysage technologique, des contraintes en matière de ressources, de la difficulté à recruter et à retenir du personnel qualifié, et de la nature persistante des attaques en ligne qui peuvent éroder la confiance du public.

Pour lutter contre ces défis, l'IFES a mis en place la plateforme CIREN, qui rassemble des OGE, des entreprises technologiques et des partenaires de la société civile afin de définir des approches normalisées pour faire face aux

menaces cybersécuritaires. À l'heure où le monde entre dans une ère dominée par l'IA et les technologies de pointe, une approche proactive et collaborative entre les différents secteurs est essentielle pour mettre au point de nouvelles stratégies face à ces menaces en constante évolution. En encourageant l'engagement multipartite par rapport aux cybermenaces, les OGE peuvent s'efforcer de satisfaire à leurs responsabilités et d'organiser des élections crédibles, en appliquant le principe selon lequel « la collaboration est la clé de la réussite ».

2.3. RÉPERCUSSIONS SEXOSPÉCIFIQUES DE L'IA SUR LES FEMMES ET LES ÉLECTIONS

La convergence de l'IA, du genre et des élections dessine un paysage complexe de possibilités et de défis, en particulier pour les femmes en politique. L'IA propose des applications prometteuses dans les processus électoraux qui pourraient profiter à toutes les personnes impliquées, notamment une meilleure gestion des données, une administration améliorée des élections et une sécurité électorale renforcée. Ces progrès peuvent potentiellement uniformiser les règles du jeu pour les femmes candidates qui disposent de moins de ressources.

Toutefois, l'IA présente également des risques importants qui affectent de manière disproportionnée les femmes en politique. La sphère numérique amplifie la violence existante fondée sur le genre, des études montrant une corrélation directe entre l'accès accru des femmes à Internet et la montée de la violence en ligne à leur encontre. L'ampleur des abus commis à l'encontre des femmes grâce à l'IA est alarmante, la grande majorité des hypertrucages (deep fakes) étant des contenus sexuels non consentis ciblant les femmes.

La violence en ligne à l'encontre des femmes en politique et les systèmes d'IA, qui reflètent et perpétuent la discrimination dans la vie réelle, constituent une préoccupation majeure. Le manque de diversité dans le développement de l'IA conduit à des biais inhérents, menaçant davantage l'intégrité du discours politique par le biais d'hypertrucages et de désinformation. Pour atténuer ces risques, une approche multidimensionnelle est nécessaire.

Il est essentiel de mettre en œuvre des politiques de tolérance zéro par rapport aux discours de haine et aux abus sur les plateformes législatives et électORALES. La législation sur la transparence des réseaux sociaux devrait inclure des exigences strictes en matière de signalement des violences en ligne contre les femmes en politique. L'adoption de codes de conduite condamnant les abus fondés sur le genre par les fonctionnaires, les candidats aux élections et leur personnel peut contribuer à créer un environnement politique plus sûr. La criminalisation de la violence en ligne contre les femmes et la désinformation sexiste qui entraîne des préjudices graves est une autre mesure essentielle (National Democratic Institute 2022).

La convergence de l'IA, du genre et des élections dessine un paysage complexe de possibilités et de défis, en particulier pour les femmes en politique.

Il est primordial d'impliquer les entreprises technologiques pour relever ces défis. Les inciter à collecter et à partager des données sur les abus sexospécifiques peut fournir des informations précieuses pour l'élaboration des politiques. L'élaboration d'un lexique mondial commun sur les questions liées au genre qui tienne compte des contextes locaux peut contribuer à créer des systèmes d'IA plus inclusifs. Encourager les entreprises technologiques à recruter des équipes diversifiées pour programmer les systèmes d'IA permettra de trouver des solutions qui reflètent mieux les opinions de la société (Fonds des Nations unies pour la population n.d.).

Grâce à ces mesures de protection solides, à la promotion de la diversité dans le développement de l'IA et à la création d'un environnement numérique plus inclusif, le monde peut œuvrer de manière à ce que l'IA serve d'outil d'émancipation plutôt que d'oppression dans le cadre de la participation politique des femmes. Ce n'est qu'à travers des efforts aussi complets que nous pourrions exploiter le potentiel de l'IA afin de créer un processus démocratique plus équitable et plus représentatif pour tous. Cette approche permet non seulement de relever les défis immédiats, mais aussi d'ouvrir la voie à un avenir où la technologie favorise plutôt qu'elle n'entrave la participation des femmes à la vie politique (iKNOW Politics n.d.).

Chapitre 3

PARTICIPATION DES JEUNES AUX PROCESSUS ÉLECTORAUX ET IMPLICATIONS POUR LES FUTURES ÉLECTIONS

3.1. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE 2024, ANNÉE ÉLECTORALE IMPORTANTE POUR CE QUI EST DU TAUX DE PARTICIPATION AU SCRUTIN ET DE LA PARTICIPATION DES JEUNES EN AFRIQUE AUSTRALE

Le défi que représente la participation politique des jeunes en Afrique australe est devenu un enjeu crucial, les tendances récentes indiquant un décalage préoccupant entre l'intérêt des jeunes pour le processus électoral et leur participation effective. Malgré le nombre élevé d'électeurs inscrits parmi les jeunes, de nombreux pays d'Afrique australe connaissent une baisse du taux de participation électorale chez les jeunes. Ce paradoxe suggère un problème sous-jacent plus profond qui nécessite une attention urgente de la part des décideurs politiques et des parties prenantes de la région.

L'un des principaux facteurs contribuant à cette tendance est le passage à des formes non traditionnelles d'engagement politique parmi les jeunes. Les jeunes se tournent de plus en plus vers les mouvements sociaux, l'activisme et les structures politiques non conventionnelles comme moyens de participation préférés (Timreck et Emmons 2024). Ce changement reflète un mécontentement croissant à l'égard du système politique établi et un désir de formes d'engagement politique plus directes et immédiates. En conséquence, les mécanismes de vote traditionnels perdent de leur attrait auprès des jeunes.

Pour relever ce défi, il est urgent de renforcer l'éducation civique et de sensibiliser davantage les jeunes à la politique. Il est essentiel de responsabiliser les jeunes en leur faisant comprendre de manière approfondie leur rôle en tant que citoyens et l'importance de leur participation au processus démocratique. Cette éducation devrait se concentrer non seulement sur les mécanismes du vote, mais aussi sur les implications plus larges de l'engagement politique et son impact sur la vie et les communautés des jeunes.

Malgré le nombre élevé d'électeurs inscrits parmi les jeunes, de nombreux pays d'Afrique australe connaissent une baisse du taux de participation électorale chez les jeunes.



Intervenante : Vera Banda, Commission électorale du Malawi. Assis devant, à partir de la gauche : MM. Richard Chapweteka et David Banda, membres de la Commission électorale du Malawi.

Cependant, les efforts visant à accroître la participation des jeunes sont entravés par un manque important de données ventilées sur l'engagement politique des jeunes. Cette absence de données complique la conception d'interventions ciblées et efficaces (Youth Democracy Cohort n.d.). Il est clairement nécessaire de mener des travaux de recherche plus approfondis afin de mieux comprendre les facteurs qui influencent l'engagement, ou le manque d'engagement, des jeunes dans les processus électoraux. Ces recherches fourniraient des informations précieuses sur les motivations et les préférences des jeunes électeurs, ainsi que sur les obstacles à leur participation, permettant ainsi aux décideurs politiques d'élaborer des stratégies plus réactives et plus efficaces.

Pour relever le défi du désengagement de la jeunesse en Afrique australe, il convient d'adopter une approche multidimensionnelle impliquant diverses parties prenantes : OGE, partis politiques, organisations de la société civile et institutions gouvernementales. Ces acteurs doivent collaborer pour créer un environnement qui encourage et facilite la participation des jeunes (Booyesen 2015). Cela peut impliquer des réformes des structures de gouvernance afin de répondre aux préoccupations socioéconomiques sous-jacentes des jeunes, ainsi que des innovations dans le processus électoral afin de le rendre plus accessible et plus attrayant pour les jeunes électeurs.

3.2. NUMÉRISATION ET ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LES PROCESSUS ÉLECTORAUX

Défis et possibilités

La numérisation des processus électoraux en Afrique dessine un paysage complexe pour l'engagement de la jeunesse, offrant à la fois des possibilités et des défis. Si les plateformes numériques offrent un environnement naturel propice à la participation des jeunes, elles risquent également d'exacerber les inégalités existantes, en particulier pour les jeunes issus de milieux ruraux et défavorisés.

La définition actuelle du « jeune » africain, qui couvre généralement les personnes âgées de 18 à 35 ans, doit être repensée. Cette catégorisation générale peut limiter les possibilités pour les personnes encore considérées comme « jeunes » à 35 ans, indépendamment de leur maturité ou de leur statut socioéconomique. Une approche organique de la participation des jeunes aux processus électoraux, axée sur les capacités et les compétences plutôt que sur l'âge seul, pourrait élargir l'espace politique pour les jeunes en permettant la participation aux activités politiques dès l'âge de 18 ans.

Les plateformes numériques et les réseaux sociaux transforment l'engagement politique des jeunes, leur offrant un espace familier où ils peuvent exprimer leur opinion sur les processus démocratiques et électoraux. Les réseaux sociaux permettent à la jeunesse de s'organiser autour de sujets qui lui tiennent à cœur. Cependant, s'il n'est pas géré correctement, l'engagement numérique peut aliéner les jeunes ruraux et ceux qui sont issus de groupes à faibles revenus.

Une participation accrue des jeunes aux processus démocratiques peut conduire à une plus grande responsabilisation politique, à une plus grande innovation dans la gouvernance, à une réduction de l'apathie des électeurs et à une préparation plus précoce des citoyens à des rôles de leadership. Cependant, plusieurs facteurs entravent l'engagement significatif des jeunes dans les processus électoraux, notamment la fracture numérique, les obstacles juridiques, les contraintes financières, la menace de violence électorale et le risque que les politiciens exploitent les jeunes pour diffuser de la désinformation en ligne.

Pour relever ces défis et promouvoir la participation inclusive des jeunes, plusieurs stratégies sont recommandées. Il s'agit notamment de réduire l'âge minimum pour tous les mandats électifs à 18 ans, d'adopter une approche fondée sur les compétences, d'élargir l'accès au numérique afin d'inclure les jeunes ruraux et les jeunes femmes, d'améliorer l'éducation politique et démocratique, de mettre en œuvre des programmes de mentorat, de créer des assemblées de jeunes à différents niveaux et d'étudier la possibilité d'une inscription en ligne sur les listes électorales (Fonds des Nations unies pour la population 2018).

Si les plateformes numériques offrent un environnement naturel propice à la participation des jeunes, elles risquent également d'exacerber les inégalités existantes, en particulier pour les jeunes issus de milieux ruraux et défavorisés.

Les pays d'Afrique australe peuvent exploiter le potentiel de la numérisation pour renforcer l'engagement des jeunes dans les processus électoraux tout en relevant les défis de l'inégalité et de l'exclusion. Cette approche contribuera à la mise en place de systèmes démocratiques plus solides et plus inclusifs à travers le continent, garantissant que la voix des jeunes soit entendue et que leur potentiel de leadership soit pleinement réalisé.

Chapitre 4

ÉTUDE DE CAS : INITIATIVES VISANT À PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ÉLECTORALE DES JEUNES DANS LA RÉGION DE LA CDAA

4.1. RESPONSABILITÉS DE JEUNES DANS LES PROCESSUS ÉLECTORAUX – UNE ÉTUDE DE CAS AUX SEYCHELLES

Le Conseil national de la jeunesse des Seychelles (SNYC) joue un rôle central dans l'émancipation des jeunes afin de leur permettre de participer activement à la société. En août 2024, les Seychelles comptaient 20 198 électeurs de 18 à 35 ans autorisés à voter aux élections de 2025, mais seuls 1 555 figurent dans le registre authentifié, ce qui met en évidence un écart important en matière d'inscription sur les listes électorales (Pillay 2020). Pour relever ce défi, le SNYC a mis en œuvre divers programmes tels que « Youth Tech », « Youth Troup Upgrade 101 » et « the Young Entrepreneur ». L'Assemblée nationale de la jeunesse des Seychelles (SNYA) sert de forum éducatif pour cultiver le potentiel de leadership et renforcer la conscience civique parmi les jeunes.

Un forum sur l'engagement électoral a été organisé afin de garantir une participation significative des jeunes aux dialogues électoraux. Le forum, qui réunissait des représentants de la SNYA, des élèves du secondaire et des jeunes professionnels, a permis de mettre en lumière des informations clés et des défis. Les jeunes ont exprimé leur souhait de bénéficier d'une meilleure éducation civique sur les droits électoraux et ont souligné le potentiel de la technologie pour renforcer l'engagement des électeurs et l'inscription sur les listes électorales (Nicette 2024).

Sur la base de ces conclusions, plusieurs recommandations ont été proposées :



En partant de la gauche : Jeanetta Ally, Assemblée nationale de la jeunesse des Seychelles ; Fabio Bargiachi, Centre européen d'appui électoral (ECESà) ; Abdul Rahman, Commission électorale de Maurice ; Brown Kasaro, Commission électorale de Zambie.

Pour mettre en œuvre ces recommandations de manière efficace, il a été proposé d'intégrer les recommandations des jeunes dans les stratégies de la Commission électorale, tout en assurant un suivi et une évaluation de leur impact.

1. *Initiatives numériques.* Mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation numérique et améliorer les plateformes d'inscription sur les listes électorales.
2. *Sensibilisation et éducation.* Mener des actions de sensibilisation ciblées auprès des jeunes marginalisés et utiliser des méthodes créatives pour l'éducation des électeurs.
3. *Engagement soutenu.* Organiser des forums annuels et s'associer à des écoles et des ONG en vue de promouvoir des initiatives d'éducation civique.

Pour mettre en œuvre ces recommandations de manière efficace, il a été proposé d'intégrer les recommandations des jeunes dans les stratégies de la Commission électorale, tout en assurant un suivi et une évaluation de leur impact. Le maintien des relations avec les écoles, les ONG et les médias a été considéré comme essentiel pour le succès à long terme de la promotion d'un processus électoral plus inclusif et participatif qui donne du pouvoir aux jeunes citoyens des Seychelles.

Enseignements tirés

L'étude de cas fournit plusieurs enseignements importants concernant l'engagement des jeunes dans le processus électoral aux Seychelles :

1. *Déficit d'inscription des électeurs.* Un écart important entre les jeunes en mesure de voter (20 198) et ceux effectivement inscrits (1 555) pour les élections de 2025 est à déplorer, ce qui démontre la nécessité d'améliorer les efforts d'inscription sur les listes électorales.
2. *Programmes d'émancipation de la jeunesse.* Le SNYC a mis en œuvre différents programmes visant à impliquer et à émanciper les jeunes, tels que « Youth Tech », « Youth Troup Upgrade 101 » et « the Young Entrepreneur ».
3. *Assemblée de la jeunesse.* La SNYA sert de forum éducatif pour renforcer les compétences en matière de leadership et la conscience civique parmi les jeunes.
4. *Forum d'engagement électoral.* L'organisation de forums avec une représentation diversifiée des jeunes permet de recueillir les idées et les défis rencontrés par les jeunes dans le processus électoral.
5. *Désir d'éducation civique.* Les jeunes ont exprimé le besoin d'une meilleure éducation sur leurs droits électoraux.
6. *Potentiel technologique.* Le rôle de la technologie dans le renforcement de l'engagement des jeunes et la simplification de l'inscription sur les listes électorales est désormais admis.

Chapitre 5

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les discussions qui ont précédé ont abouti à un ensemble complet de recommandations politiques, classées en huit domaines thématiques clés. Ces recommandations visent à relever les défis et à saisir les opportunités multiples de l'ère numérique et de la participation des jeunes, en particulier dans le contexte de la gestion des élections et des processus démocratiques.

1. Stratégies numériques et cybersécurité
2. Engagement et éducation des jeunes
3. IA et technologies émergentes
4. Collaboration et partage des connaissances
5. Intégrité de l'information et implication des médias
6. Renforcement des capacités et développement professionnel
7. Cadres juridiques et réglementaires
8. Recherche et analyse des données

Une fois mises en œuvre, ces recommandations politiques pourraient considérablement améliorer l'intégrité, l'efficacité et l'inclusivité des processus électoraux à l'ère du numérique. Les tableaux 5.1 à 5.8 présentent une liste détaillée des interventions politiques réalisables pour chaque domaine thématique, offrant une feuille de route aux décideurs politiques et aux parties prenantes en vue de pouvoir se repérer dans le paysage complexe de la gestion électorale contemporaine.

Tableau 5.1. Question thématique : Stratégies numériques et cybersécurité

Recommandation politique	Action	Qui
Élaborer des stratégies numériques complètes pour les OGE	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'expertise numérique du personnel en interne et constituer des équipes consacrées à la surveillance des nouvelles tendances • Définir des directives pour une utilisation responsable de l'IA et des outils numériques dans les processus électoraux 	OGE ; ECF-SADC
Renforcer les mesures cybersécuritaires en investissant dans des infrastructures robustes, en réalisant des audits de sécurité et en élaborant des plans d'intervention en cas d'incident	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans des infrastructures robustes et réaliser régulièrement des audits de sécurité • Élaborer des plans d'intervention en cas d'incident et mettre à jour les protocoles pour remédier aux vulnérabilités liées à l'IA • Créer des partenariats avec les entreprises technologiques afin d'atténuer les menaces informatiques • Collaborer avec les entreprises technologiques pour développer et mettre en œuvre des algorithmes d'IA neutres sur le plan politique pour les contenus liés aux élections • Promouvoir une plus grande transparence des plateformes de médias sociaux concernant leurs politiques et pratiques en matière d'élections 	OGE ; ECF-SADC ; partenaires régionaux et internationaux
Concevoir des processus électoraux numériques accessibles à tous	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir des processus accessibles à tous les électeurs, y compris ceux qui souffrent d'un handicap • Remédier à la fracture numérique afin de garantir une participation égale • Mettre en œuvre des mesures pour protéger les groupes marginalisés contre le harcèlement en ligne 	OGE ; gouvernements nationaux

Tableau 5.2. Question thématique : Engagement et éducation des jeunes

Recommandation politique	Action	Qui
Élaborer des programmes complets d'éducation civique destinés aux jeunes afin de favoriser la sensibilisation et l'engagement politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des plateformes numériques adaptées aux jeunes pour l'inscription sur les listes électorales et la diffusion d'informations • Élaborer des initiatives axées sur la participation électorale et les processus démocratiques • Mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation numérique pour lutter contre la désinformation et les discours de haine • Intégrer l'éducation civique dans les programmes scolaires • Tirer parti d'approches créatives telles que les vidéos et le soutien de célébrités 	OGE ; ECF-SADC ; gouvernements et partenaires nationaux
Mettre en œuvre des initiatives d'alphabétisation numérique pour lutter contre la désinformation et les discours de haine	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des programmes complets d'alphabétisation numérique pour les électeurs • Élaborer des campagnes ciblées pour sensibiliser à la manipulation et à la désinformation en ligne • Fournir aux jeunes des outils et des ressources pour vérifier les informations et identifier les sources crédibles 	OGE
Créer des plateformes numériques d'inscription sur les listes électorales et d'informations adaptées aux jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les plateformes de médias sociaux pour mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation ciblant les jeunes électeurs • Créer des plateformes numériques conviviales pour l'inscription sur les listes électorales et la diffusion d'informations 	OGE
Répondre aux préoccupations socioéconomiques qui touchent les jeunes, telles que le chômage, par des politiques et des programmes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des politiques et des programmes visant à réduire le chômage des jeunes et à améliorer les perspectives économiques • Veiller à ce que les plateformes et les campagnes politiques traitent des questions clés qui touchent les jeunes 	Gouvernements nationaux ; partis politiques
Soutenir les formes alternatives d'engagement politique adoptées par les jeunes afin d'encourager leur participation aux processus électoraux	<ul style="list-style-type: none"> • Apprécier et appuyer les mouvements sociaux et l'activisme menés par les jeunes • Créer des canaux formels permettant aux jeunes de participer aux processus décisionnels au-delà du vote 	Gouvernements nationaux
Renforcer la collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) afin d'encourager la participation des jeunes aux processus électoraux	<ul style="list-style-type: none"> • S'associer à des ONG et des groupes de la société civile axés sur les jeunes pour mettre en œuvre les initiatives d'éducation et de mobilisation des électeurs • Soutenir les organisations de terrain qui œuvrent à l'émancipation politique des jeunes 	OGE ; OSC ; ECF-SADC

Tableau 5.2. Question thématique : Engagement et éducation des jeunes (suite)

Recommandation politique	Action	Qui
Reconnaître et amplifier les contributions des jeunes en créant un environnement dynamique où les idées, les initiatives et les réalisations des jeunes sont activement valorisées et intégrées dans les processus démocratiques et électoraux	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaître le rôle essentiel des jeunes dans le renforcement de la démocratie • Soutenir les initiatives qui favorisent la participation des jeunes aux processus électoraux • Créer des mécanismes permettant aux jeunes de participer aux processus décisionnels au-delà du vote 	Gouvernements nationaux ; OGE
Renforcer la crédibilité des institutions électorales	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des mesures de transparence pour renforcer la confiance dans les processus et les institutions électoraux • Apporter une réponse aux préoccupations concernant la corruption et les promesses non tenues afin de lutter contre la désillusion des jeunes 	Gouvernements nationaux

Tableau 5.3. Question thématique : IA et technologies émergentes

Recommandation politique	Action	Qui
Améliorer la compréhension des types d'IA et leurs applications	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des initiatives axées sur la participation électorale et les processus démocratiques • Mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation numérique pour lutter contre la désinformation et les discours de haine • Intégrer l'éducation civique dans les programmes scolaires • Tirer parti d'approches créatives telles que les vidéos et le soutien de célébrités 	OGE ; OSC ; ECF-SADC
Atténuer les risques et tirer parti des possibilités offertes par les IA	<ul style="list-style-type: none"> • Établir des cadres réglementaires pour lutter contre l'utilisation abusive de l'IA, telle que la désinformation et la manipulation des électeurs, tout en tirant parti de l'IA pour la sécurité et l'efficacité des élections • Investir dans des outils d'IA qui renforcent la sécurité, le ciblage et l'efficacité administrative des élections tout en garantissant la transparence et la responsabilité • Atténuer les risques et tirer parti des opportunités offertes par l'IA 	ECF-SADC ; OGE ; gouvernements nationaux
Élaborer des directives éthiques pour l'utilisation de l'IA dans les élections afin de garantir l'équité, la transparence et la neutralité	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer et appliquer des directives éthiques pour le déploiement de l'IA dans les processus électoraux afin de garantir l'équité, la transparence et la neutralité politiques 	ECF-SADC ; OGE ; entreprises technologiques ; gouvernements nationaux
Promouvoir le marquage des contenus générés par l'IA dans les campagnes électorales afin de prévenir la désinformation	<ul style="list-style-type: none"> • Exiger des entreprises technologiques qu'elles divulguent les algorithmes utilisés dans la modération des contenus liés aux élections et l'engagement des électeurs • Surveiller la mise en œuvre des technologies d'IA afin de garantir le respect des normes éthiques et des principes démocratiques 	Entreprises technologiques ; OGE ; gouvernements nationaux

Tableau 5.4. Question thématique : Collaboration et partage des connaissances

Recommandation politique	Action	Qui
Mettre en œuvre des approches multipartites pour favoriser la collaboration	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les partenariats entre les OGE, les entreprises technologiques, les OSC et les universités afin de relever collectivement les défis liés à l'IA • Créer des forums de dialogue et de partage des meilleures pratiques sur l'utilisation éthique de l'IA dans les contextes électoraux 	ECF-SADC ; OGE ; entreprises technologiques
Promouvoir la coopération internationale et le partage des meilleures pratiques	<ul style="list-style-type: none"> • S'engager dans le partage transfrontalier des meilleures pratiques et des enseignements tirés • Participer à des forums internationaux axés sur les défis liés au numérique dans les élections • Soutenir l'élaboration de normes mondiales pour l'utilisation des technologies numériques dans les processus électoraux 	ECF-SADC ; OGE ; partenaires
Faciliter le dialogue continu entre les parties prenantes afin de relever collectivement les défis liés au numérique	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des forums pour un dialogue régulier entre les OGE, les OSC et les entreprises technologiques • Élaborer des initiatives conjointes pour relever les défis liés au numérique dans les élections • Encourager le partage des connaissances et des meilleures pratiques entre les différents groupes d'acteurs concernés 	ECF-SADC ; OGE ; OSC ; entreprises technologiques ; partenaires
Promouvoir la représentation des jeunes en encourageant les partis politiques à inclure des jeunes candidats et à aborder les questions propres aux jeunes dans leurs programmes	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les partis politiques à inclure davantage de jeunes candidats et à aborder les questions propres aux jeunes dans leurs programmes • Créer des conseils consultatifs de la jeunesse ou des structures similaires afin d'impliquer les jeunes dans les processus d'élaboration des politiques 	Partis politiques ; gouvernements nationaux
Renforcer la collaboration régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le réseau électoral de l'océan Indien afin de promouvoir l'intégrité et la justice électorales • Encourager le partage des meilleures pratiques entre les OGE de la région 	ECF-SADC

Tableau 5.5. Question thématique : Intégrité de l'information et implication des médias

Recommandation politique	Action	Qui
Lutter contre la désinformation et la désinformation par des campagnes ciblées et des partenariats avec les organisations médiatiques afin de promouvoir des informations électorales exactes	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des campagnes ciblées pour lutter contre la désinformation associée aux élections • Nouer des partenariats avec les organisations médiatiques pour promouvoir des informations électorales précises • Promouvoir une plus grande transparence des plateformes de médias sociaux concernant leurs politiques et pratiques en matière d'élections 	OGE ; ECF-SADC ; médias ; plateformes de médias sociaux
Lutter contre les répercussions sexospécifiques de la violence facilitée par l'IA	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des politiques pour lutter contre la violence de genre facilitée par l'IA, y compris la désinformation et le harcèlement visant les femmes en politique • Mettre en œuvre des cadres normatifs qui favorisent l'égalité de genre et protègent les femmes candidates contre les abus en ligne pendant les élections 	ECF-SADC ; gouvernements nationaux ; partis politiques ; partenaires

Tableau 5.6. Question thématique : Renforcement des capacités et développement professionnel

Recommandation politique	Action	Qui
Investir dans des initiatives de renforcement des capacités pour permettre aux OGE de s'adapter efficacement aux avancées technologiques	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans des initiatives de renforcement des capacités pour permettre aux OGE de rester à la pointe des avancées technologiques et de surmonter efficacement les complexités de l'IA • Offrir une formation sur la reconnaissance et la lutte contre les menaces liées à l'IA, telles que les hypertrucages et les biais algorithmiques • Renforcer l'expertise sur les technologies émergentes au sein des OGE en proposant des formations sur la reconnaissance et la lutte contre les menaces liées à l'IA, telles que les hypertrucages et les biais algorithmiques • Promouvoir des programmes éducatifs tels que le Master en ligne sur la politique et l'administration électorales destiné aux administrateurs électoraux 	ECF-SADC ; OGE ; partenaires

Tableau 5.7. Question thématique : Cadres juridiques et réglementaires

Recommandation politique	Action	Qui
Renforcer les cadres juridiques et réglementaires régissant l'utilisation des technologies numérique et de l'IA dans les élections de la région	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les lois électorales afin de relever les défis posés par les technologies numériques • Élaborer des réglementations claires concernant l'utilisation de l'IA et d'autres technologies émergentes dans les élections • Mettre en place des mécanismes pour lutter contre la manipulation et la désinformation numériques en période électorale 	Gouvernements nationaux ; OGE ; ECF-SADC
Élaborer des directives éthiques concernant l'utilisation de l'IA dans les élections de la région	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer et appliquer des directives éthiques pour le déploiement de l'IA dans les processus électoraux afin de garantir l'équité, la transparence et la neutralité politiques • Promouvoir le marquage des contenus générés par l'IA dans les campagnes électorales afin de prévenir la mésinformation 	ECF-SADC ; gouvernements nationaux

Tableau 5.8. Question thématique : Recherche et analyse des données

Recommandation politique	Action	Qui
Améliorer la collecte et l'analyse des données afin d'étayer les interventions visant à soutenir la numérisation et la participation des jeunes aux élections	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des systèmes robustes de collecte de données ventilées par âge concernant l'inscription sur les listes électorales et la participation des électeurs • Mener régulièrement des enquêtes et des études pour comprendre les attitudes et les obstacles à la participation politique des jeunes • Promouvoir les travaux de recherche sur les implications des différents modèles d'IA dans les processus électoraux afin de proposer un cadre d'utilisation éthique • Surveiller et évaluer l'impact des initiatives mises en œuvre 	EMBs; ECF-SADC technology companies; partners
Promouvoir la collaboration et la recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter le dialogue continu et le partage des connaissances entre les OGE • Mener des études supplémentaires afin d'améliorer les processus électoraux dans la région • Apporter un soutien durable aux élections à venir 	ECF-SADC

Chapitre 6

CONCLUSIONS

La numérisation des processus électoraux implique à la fois des possibilités sans précédent et des défis importants pour la région de la CDA. Pour tirer parti des avantages et atténuer efficacement les risques associés à la numérisation, les OGE doivent adopter une approche proactive, collaborative et adaptative qui place l'engagement des jeunes au premier plan.

Cela nécessite un effort concerté sur plusieurs fronts, comme indiqué ci-dessous :



Membres du Conseil national de la jeunesse des Seychelles.

1. Élaboration de stratégies d'IA globales

Les OGE doivent donner la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies globales en matière d'IA qui tirent parti des avantages de l'IA, tels que l'amélioration de l'efficacité, de la précision et de l'accessibilité, tout en atténuant les risques potentiels, notamment les préjugés, la manipulation et le manque de transparence. Ces stratégies doivent inclure des directives éthiques claires, des procédures de test et de validation robustes, ainsi que des mécanismes de contrôle indépendant.

2. Mettre en œuvre des mesures cybersécuritaires robustes et favoriser la coopération régionale

La dépendance croissante à l'égard des technologies numériques dans les élections nécessite de porter une attention accrue à la cybersécurité. Les OGE doivent investir dans des mesures de sécurité robustes afin de protéger les infrastructures, les données et les processus électoraux contre les cyberattaques. Cela comprend la mise en œuvre de systèmes avancés de détection et de prévention des menaces, la réalisation d'audits de sécurité et de tests d'intrusion réguliers, ainsi que la formation du personnel aux meilleures pratiques en matière de cybersécurité. En outre, il est essentiel de favoriser la coopération régionale par le partage d'informations, des exercices de formation conjoints et l'élaboration de normes de sécurité communes afin de faire face à l'évolution du paysage cybersécuritaire.

3. Conception d'initiatives d'engagement des jeunes en phase avec les tendances actuelles en matière d'activisme

Pour impliquer efficacement les jeunes dans les processus électoraux, les OGE doivent concevoir des initiatives qui correspondent à leurs valeurs, leurs intérêts et leurs modes de communication. Cela comprend l'utilisation des plateformes de réseaux sociaux, des technologies mobiles et des techniques de ludification afin d'accroître la sensibilisation, l'inscription et la participation des électeurs. Il s'agit également de créer des possibilités pour les jeunes de participer à l'observation des élections, à l'éducation civique et aux campagnes politiques. Par ailleurs, les OGE devraient solliciter activement l'avis des organisations de jeunes et des responsables jeunesse afin de s'assurer que les initiatives d'engagement sont pertinentes, inclusives et efficaces.

4. Lutter contre la violence de genre facilitée par l'IA en politique

L'essor de l'IA a engendré de nouvelles formes de violence de genre en politique, notamment le harcèlement en ligne, les campagnes de désinformation et la manipulation d'images et de vidéos. Les OGE doivent collaborer avec les forces de l'ordre, les plateformes de médias sociaux et les organisations de la société civile afin de résoudre ces problèmes et de protéger les femmes candidates, les électrices et les agentes des bureaux de vote contre les abus facilités par l'IA. Cela comprend l'élaboration de politiques et de procédures pour signaler et enquêter sur les incidents de violence en ligne, apporter un soutien aux victimes et sensibiliser aux dangers de la violence de genre facilitée par l'IA.

5. Renforcer la transparence et la responsabilité dans les processus électoraux pilotés par l'IA

Afin de maintenir la confiance du public dans les élections, les OGE doivent garantir la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des technologies d'IA. Cela comprend la fourniture d'explications claires sur la manière dont les systèmes d'IA sont utilisés, la mise à disposition du public du code source et des algorithmes à des fins d'examen et la mise en place de mécanismes d'audits et d'évaluations indépendants. Cela implique également de dialoguer avec les parties prenantes afin de répondre à leurs préoccupations et de solliciter leurs commentaires sur l'utilisation de l'IA dans les élections.

6. Encourager les partenariats multipartites en vue de relever les défis complexes

Les défis et les possibilités associés à la numérisation et à l'engagement des jeunes sont complexes et multidimensionnels, et nécessitent une approche collaborative impliquant un large éventail de parties prenantes. Les OGE doivent activement favoriser les partenariats avec les autorités, les organisations de la société civile, les institutions universitaires, les entreprises technologiques et les organismes internationaux afin de partager leurs connaissances, de mettre en commun leurs ressources et de coordonner leurs efforts. Cela comprend la mise en place de plateformes de dialogue et de collaboration, la réalisation de projets communs de recherche et développement, et l'élaboration de stratégies et de plans d'action communs.

La région de la CDAA peut œuvrer en faveur de processus électoraux plus inclusifs, plus sûrs et plus avancés sur le plan technologique en adoptant ces recommandations. Cette approche permettra non seulement d'impliquer tous les citoyens, en particulier les jeunes, mais aussi de renforcer les fondements de la démocratie en Afrique australe, favorisant ainsi un avenir où chaque voix sera entendue et où chaque vote comptera.

Références

- Union africaine, « Étude sur les rôles et les contributions des jeunes à la paix et à la sécurité en Afrique », Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, juin 2020, <<https://www.peaceau.org/uploads/final-yps-study-report-french.pdf>>, consulté le 20 mai 2025
- Africanews, « Interpol : 1 006 suspects arrêtés en Afrique pour cybercriminalité », 28 novembre 2024, <<https://fr.africanews.com/2024/11/26/interpol-1-006-suspects-arretes-en-afrique-pour-cybercriminalite/>>, consulté le 20 mai 2025
- Beeckmans, R. et Matzinger, M., « Youth Participation in Electoral Processes: Handbook for Electoral Management Bodies » [Participation des jeunes dans les processus électoraux : manuel destiné aux organes de gestion des élections], Programme des Nations Unies pour le développement et Commission européenne, mars 2017, <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/2017%20-%20UNDP-EC%20-%20Youth%20Participation%20in%20Electoral%20Processes_Handbook%20for%20EMBs.pdf>, consulté le 19 mai 2025
- Booyesen, S., « Strengthening Participation of Young People in South Africa's Electoral and Democratic Processes: Surveying the Understandings of Political Parties » [Renforcer la participation des jeunes aux processus électoraux et démocratiques en Afrique du Sud : sondage sur la perception des partis politiques], Freedom House, 2015, <https://freedomhouse.org/sites/default/files/03302015_InterviewReport_1.pdf>, consulté le 20 mai 2025
- Bosch, T., « Twitter activism and youth in South Africa: The case of #RhodesMustFall » [Activisme sur Twitter et jeunesse en Afrique du Sud : le cas #RhodesMustFall], Information, Communication & Society, 20/2 (2017), pp. 221–32, <<https://www.humanrightscolumbia.org/biblio/twitter-activism-and-youth-south-africa-case-rhodesmustfall-0>>, consulté le 20 mai 2025
- Global Witness, « What happened on TikTok around the annulled Romanian presidential election? An investigation and poll » [Enquête et sondage sur TikTok à propos de l'élection présidentielle roumaine annulée], 17 décembre 2024, <<https://globalwitness.org/en/campaigns/digital-threats/what-happened-on-tiktok-around-the-annulled-romanian-presidential-election-an-investigation-and-poll/>>, consulté le 20 mai 2025
- Harmon, S., « Democracy in the age of AI: New tools for political campaigning » [La démocratie à l'ère de l'IA : de nouveaux outils pour les campagnes politiques], Responsible Artificial Intelligence Institute, 31 octobre 2024, <<https://www.responsible.ai/democracy-in-the-age-of-ai-new-tools-for-political-campaigning/>>, consulté le 20 mai 2025
- iKNOW Politics, « Opportunities and challenges: Women's political participation in the digital age » [Possibilités et défis : la participation politique des femmes à l'ère du numérique] [n.d.], <<https://iknowpolitics.org/en/discussion/opportunities-and-challenges-womens-political-participation-digital-age>>, consulté le 20 mai 2025
- International IDEA, « Strengthening pan-African capacities for electoral observation and assistance (SPEC) » [renforcement des capacités panafricaines d'observation et d'assistance électorales (SPEC)], [n.d.], <<https://www.idea.int/project/strengthening>>

- [-pan-african-capacities-electoral-observation-and-assistance>](#), consulté le 20 mai 2025
- Mawarire, E., « How a pastor found the courage to defy a dictator » [Le courage du pasteur qui a défié un dictateur], *Journal of Democracy*, publication exclusivement en ligne, février 2025, <<https://www.journalofdemocracy.org/online-exclusive/how-a-pastor-found-the-courage-to-defy-a-dictator/>>, consultée le 20 mai 2025
- Muno, M., « Did TikTok influence Romania's presidential election? » [TikTok a-t-il influencé l'élection présidentielle roumaine ?], Deutsche Welle, 7 décembre 2024, <<https://www.dw.com/en/did-tiktok-influence-romaniyas-presidential-election/a-70954832>>, consulté le 20 mai 2025
- Musoni, M., « Artificial Intelligence for Electoral Administration and Management: A Pathway for Africa-EU Partnership » [L'intelligence artificielle au service de l'administration et de la gestion électorales : vers un partenariat Afrique-UE], note d'orientation de l'ETG 7/2024, Groupe des think tanks européens, novembre 2024, <<https://ettg.eu/wp-content/uploads/2024/11/ETTG-Digital-Disinformation.pdf>>, consulté le 20 mai 2025
- National Democratic Institute, « Interventions pour mettre fin à la violence en ligne contre les femmes en politique », octobre 2022, <https://www.ndi.org/sites/default/files/French_NDI%20Interventions%20to%20End%20VAW-P%20Final.pdf>, consulté le 20 mai 2025
- Nicette, S., « Digitalisation and youth engagement key topics at SADC Electoral Forum in Seychelles » [La numérisation et l'engagement des jeunes, thèmes clés du Forum électoral de la SADC aux Seychelles], Agence de presse des Seychelles, 11 décembre 2024, <<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/21668/Digitalisation+and+youth+engagement+key+topics+at+SADC+Elector>>, consulté le 20 mai 2025
- Pillay, L., « YouthRegister2Vote SNYA launches new project to increase youth engagement in electoral process » [YouthRegister2Vote : le SNYA lance un nouveau projet visant à accroître la participation des jeunes au processus électoral], Seychelles Nation, 16 janvier 2020, <<https://www.nation.sc/articles/3125/youthregister2vote-snya-launches-new-project-to-increase-youth-engagement-in-electoral-process>>, consulté le 20 mai 2025
- Robins, S., « The 2011 toilet wars in South Africa: Justice and transition between the exceptional and the everyday after apartheid » [La guerre des toilettes en Afrique du Sud en 2011 : justice et transition entre l'exceptionnel et le quotidien après l'apartheid], *Development and Change*, 45/3 (2014), pp. 479–501, <<https://doi.org/10.1111/dech.12091>>
- Softext, « The true cost of ransomware in 2024 » [Le coût réel des rançongiciels en 2024], 24 septembre 2024, <<https://softtext.co.uk/the-true-cost-of-ransomware-in-2024/>>, consulté le 20 mai 2025
- Timreck, S. et Emmons, C., « Understanding Young People's Political and Civic Engagement as a Counter to Democratic Backsliding » [Comprendre l'engagement politique et civique des jeunes comme un rempart contre le recul démocratique], Learning Agenda Evidence Report, Fondation internationale pour les systèmes électoraux, décembre 2024, <<https://www.ifes.org/sites/default/files/2025-01/Youth%20Learning%20Agenda%20Report%202025.pdf>>, consulté le 20 mai 2025
- Fonds des Nations unies pour la population, « Preventing Technology-facilitated Gender-based Violence (TF GBV) » [Prévenir la violence de genre facilitée par la technologie

], [n.d.], <https://www.un.org/digital-emerging-technologies/sites/www.un.org.technvoy/files/GDC-Submission_UNFPA.pdf>, consulté le 20 mai 2025

—, « Guidance on Enhancing Youth Participation in East and Southern Africa: 2018 Report » [Conseils pour renforcer la participation des jeunes en Afrique orientale et australe : rapport 2018], 2018, <<https://esaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/GUIDANCE%20ON%20ENHANCING%20YOUTH%20PARTICIPATION%20IN%20ESA.pdf>>, consulté le 20 mai 2025

Watson, A. et Habte, F., « Digital Threats to Elections: Learning from What Has Worked in Africa » [Les menaces numériques qui pèsent sur les élections : enseignements tirés des expériences réussies en Afrique], Global Public Policy Institute, juillet 2024, <https://gppi.net/assets/WatsonHabte_Digital-Threats-to-Elections_2024_final.pdf>, consulté le 20 mai 2025

Youth Democracy Cohort, « Indice Mondial de Participation des Jeunes (GYPI) », [n.d.], <<https://youthdemocracycohort.com/fr/global-youth-participation-index/>>, consulté le 20 mai 2025

À propos d'IDEA International

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) est une organisation intergouvernementale fondée en 1995, comptant 35 États Membres et avec pour mandat de soutenir la démocratie durable dans le monde entier.

QUE FAISONS-NOUS

Nous développons des recherches et des analyses politiquement neutres liées aux élections, aux parlements, aux constitutions, à la numérisation, aux changements climatiques, à l'inclusion et à la représentation politique, le tout sous l'égide des objectifs de développement durable des Nations Unies. Nous évaluons les performances des démocraties grâce à nos indices uniques sur l'état de la démocratie dans le monde et notre "Democracy Tracker".

Nous fournissons des services de renforcement des capacités et des conseils d'experts aux acteurs démocratiques, y compris aux gouvernements, parlements, agents électoraux et à la société civile. Nous développons des outils et publions des bases de données, des livres et brochures d'information dans plusieurs langues sur des sujets allant de la participation électorale aux quotas de genre.

Nous réunissons des acteurs étatiques et non étatiques pour des dialogues et partages de leçons. Nous nous consacrons à défendre, à promouvoir et à protéger la démocratie dans le monde entier.

OÙ NOUS TRAVAILLONS

Le siège d'IDEA International est situé à Stockholm et nous disposons de bureaux régionaux et de liaison en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine, aux Caraïbes et en Europe. IDEA International a le statut d'Observateur permanent auprès des Nations Unies et est également accrédité auprès des institutions de l'Union européenne.

NOS PUBLICATIONS ET BASES DE DONNÉES

Nous avons un catalogue avec plus de 1 000 publications et plus de 25 bases de données sur notre site web. La plupart de nos publications peuvent être téléchargées gratuitement.

[<https://www.idea.int>](https://www.idea.int)

Ce document d'orientation est issu de la 26e Conférence générale annuelle du Forum des commissions électorales des pays de la CDAA (ECF-SADC), qui s'est tenu aux Seychelles le 11 décembre 2024. Il synthétise les réflexions d'un groupe d'experts électoraux régionaux et internationaux de renom. Le séminaire, soutenu par International IDEA dans le cadre du Projet de renforcement des capacités panafricaines d'observation et d'assistance électorales (SPEC) financé par l'UE, a réuni des spécialistes des élections, des décideurs politiques et des parties prenantes de toute la région de la CDAA.

Le document s'intéresse à la convergence décisive entre la numérisation et l'engagement des jeunes dans les processus électoraux au sein de la région de la CDAA. Il aborde les possibilités et les défis posés par les outils numériques dans le cadre des élections, ainsi que les stratégies visant à renforcer la participation des jeunes en tant qu'électeurs, candidats et éducateurs civiques. Il aborde également des préoccupations majeures telles que les menaces cybersécuritaires, la fracture numérique, la propagation de la désinformation et l'incidence sexospécifique de l'IA sur les femmes en politique. Ce document propose des recommandations politiques ciblées et des idées concrètes, constituant une ressource essentielle pour les OGE, les gouvernements nationaux, les partis politiques, les OSC, les organes de presse et les partenaires internationaux et régionaux impliqués dans le renforcement de la démocratie en Afrique australe.